Rapport de la commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 31 mars 2021 en vue de l'ouverture d'un crédit d'un montant de 900 000 francs destiné à la poursuite de la remise en état du parc municipal des bancs publics et assimilés.

Rapport de M. Alain Miserez.

Cette proposition a été renvoyée à la commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication par le Conseil municipal lors de sa séance du 27 avril 2021. Elle a été traitée le 3 mars 2022, sous la présidence de M^{me} Jacqueline Roiz. Les notes de séance ont été prises par M. Lucas Duquesnoy, que le rapporteur remercie pour la qualité de son travail.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre e) de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif de la Ville de Genève un crédit de 900 000 francs destiné à la poursuite de la remise en état du parc municipal des bancs publics et assimilés.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève à concurrence de 900 000 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 10 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2022 à 2031.

Art. 4. – Le Conseil administratif de la Ville de Genève est autorisé à aliéner tout ou partie des bancs, banquettes et autres objets similaires concernés par la présente demande de crédit totalement amortis et à les transférer à cet effet du patrimoine administratif au patrimoine financier.

Séance du 3 mars 2022

Audition de M^{me} Marie Barbey-Chappuis, conseillère administrative, en charge du département de la sécurité et des sports (DSSP), accompagnée de M. Jean-Baptiste Saucy, chef du Service logistique et manifestations (LOM)

La présidente souhaite la bienvenue à M^{me} Barbey-Chappuis et à M. Saucy et les invite à entamer leur présentation auprès de la commission.

M^{me} Barbey-Chappuis rappelle que d'une manière générale, les bancs participent à la convivialité de l'espace public. Par ailleurs, en sus du réchauffement climatique, le vieillissement de la population fait partie des défis à relever pour la Ville dans l'avenir, notamment en pensant aux aménagements urbains adaptés. Genève est une ville reconnue pour ses bancs publics, avec le plus long banc du monde sur la Treille et certains modèles de bancs comme le banc Genève suscitant l'intérêt de plusieurs villes en Suisse ou à l'étranger. Il s'agit de la deuxième proposition de renouvellement présentée à la commission concernant les bancs. Ces derniers, de par leur présence dans l'espace public, sont soumis à diverses pressions telles que les incivilités ou les conditions météorologiques. Cette demande de crédit est tout à fait conforme à la stratégie climat du Conseil administratif, dans le sens qu'elle se concentre sur la rénovation au lieu de l'achat, tout en préférant le travail avec des entreprises de la région genevoise et l'utilisation de bois local.

M. Saucy revient sur la précédente proposition déposée en 2014, pour un même montant de 900 000 francs. Cette proposition a principalement été utilisée pour des bancs Lausanne, pour le remplacement des lattes et le traitement des parties métalliques. La nouvelle proposition permettra d'avoir accès à d'autres types de bancs et d'élargir le travail. Cette proposition planifie également des rénovations sur plusieurs années afin d'anticiper au mieux la gestion des deniers publics.

M^{me} Barbey-Chappuis rappelle que cette proposition demande une ouverture de crédit de 900 000 francs pour une période allant a priori de 2022 à 2028.

La présidente remercie les auditionnés pour leur présentation et ouvre la parole aux membres de la commission pour d'éventuelles questions.

Un commissaire note que l'on sait que la population des personnes âgées est sensible à la présence des accoudoirs sur les bancs et souhaite savoir comment sont définies les zones d'installation de ce type d'équipements. Le commissaire souhaite également savoir si le mobilier est partagé avec d'autres communes et si, le cas échéant, des mutualisations sont envisagées.

M^{me} Barbey-Chappuis répond que si le LOM est en charge de la rénovation des bancs, c'est le Service de l'aménagement, du génie civil et de la mobilité

(AGCM) qui est chargé de la planification et de la cartographie sur le territoire communal. Concernant les prêts entre communes, si le LOM prête beaucoup de matériel pour les manifestations, il est plus rare qu'il y ait des prêts de bancs (hormis du matériel de manifestations) entre communes.

M. Saucy précise qu'il y a un certain nombre de modèles différents de bancs en Ville et que cela vaut aussi pour les autres communes du canton. Le LOM n'a jamais été sollicité pour un prêt de bancs, si ce n'est pour le tournage d'un film il y a quelques années.

Une commissaire souhaite savoir si le LOM dispose d'un budget de fonctionnement annuel pour financer les réparations, et à combien s'élève ce budget.

M. Saucy répond que le LOM utilise le budget de l'unité des ateliers généraux, lequel est également disponible pour effectuer d'autres prestations comme la mise à disposition de WC publics estivaux ou la réalisation de certains éléments pour les illuminations de Noël. Le service essaye de manière générale de s'en tenir le plus possible au crédit de la proposition en cours, mais il arrive effectivement qu'il recoure à ce budget. Le LOM essaye de rénover de façon systématique par zones, ce qui permet de remplacer tous les bancs de la zone en deux jours, de rendre la zone propre ainsi que d'avoir un impact positif sur le vandalisme qui diminue sur ces zones. Le seul cas particulier est celui du banc de la Treille, rénové en plusieurs fois pour ne pas couper complètement l'accès à la population.

La commissaire souhaite savoir si les réparations sont immédiates en cas de vandalisme ou de dégradation.

M. Saucy répond qu'il y a toujours quelques bancs prêts pour aller remplacer les bancs vandalisés ou cassés afin de garder le domaine public propre et accueillant.

M^{me} Barbey-Chappuis précise que des entreprises sont certes mandatées, mais que certaines tâches comme la peinture des lattes ou le changement des structures sont réalisées en interne par le LOM.

M. Saucy ajoute que le LOM s'est rendu compte qu'il y avait un important problème au niveau des structures métalliques et que ces réparations pourront être faites à l'interne pour limiter les coûts. Par ailleurs, les lattes ont été commandées l'année passée, à un moment où les prix étaient plus bas.

Une commissaire souhaite savoir si le parc de bancs comprend également les tables banc.

M. Saucy répond que ces équipements sont effectivement compris dans le parc et forment un ensemble.

Une commissaire souhaite savoir si le service prévoit une augmentation du parc de bancs avec l'accroissement des besoins.

M^{me} Barbey-Chappuis rappelle que la planification incombe à l'AGCM.

Une commissaire souhaite savoir comment s'organise le choix entre les bancs Genève et les bancs Lausanne, notamment au niveau des différences de coûts entre les deux types d'équipements et du choix de positionnement. La commissaire souhaite également savoir à quelle fréquence la maintenance doit être faite pour ces deux modèles.

M. Saucy répond que ce n'est pas le LOM qui décide du positionnement des bancs et que cette cartographie dépend de plusieurs services compétents de la Ville. Les bancs Lausanne ont été le plus possible uniformisés durant l'utilisation de la première proposition et la Ville dispose aujourd'hui de bancs standardisés. Le banc Genève comprend toutes sortes de bancs différents, y compris des tables et des bancs sans dossier ou sans accoudoirs, avec des prix très différents. Il faut également savoir que lors de l'utilisation de la précédente proposition, le LOM a remis en état tous les piétements des bancs Lausanne. Ce travail n'allant pas être refait, seuls les piétements des bancs Genève seront rénovés, bien que le travail soit un peu différent. Il est cependant probable que lors du dépôt de la prochaine proposition, il soit possible de sortir un bilan déterminant si les estimations étaient bonnes ou non. Les coûts dépendent de différents éléments et de la variation de leurs coûts. Il n'est pas vraiment possible de comparer les bancs Lausanne et Genève sur des critères financiers, les différences portant plutôt sur le traitement du bois ou sur la forme du matériel.

Une commissaire souhaite savoir si une étude a été faite pour savoir si les bancs sont plus dégradés dans certaines zones.

M. Saucy répond que les bancs situés dans des zones humides sont plus souvent en mauvais état que les autres, à l'instar de la zone lacustre. Le parc des Bastions est également plus touché par la dégradation que d'autres zones.

La commissaire souhaite savoir si ces rénovations sont comprises dans la proposition.

M. Saucy répond qu'elles sont effectivement comprises dans le budget présenté.

La commissaire souhaite savoir si les entreprises fournissant les matériaux et les prestations sont locales.

M. Saucy répond qu'elles sont situées à Genève et dans le Grand Genève, ainsi qu'à Fribourg.

Une commissaire souhaite savoir si un premier bilan a pu être tiré sur l'utilisation de la première proposition.

M. Saucy répond que des leçons ont été tirées sur le moyen de transporter les bancs, sur la manière de travailler en interne pour monter du matériel. Cependant le LOM ne travaille pas seul et ce dernier collabore avec d'autres services pour rendre le mobilier urbain plus solide et plus facilement maniable.

M^{me} Barbey-Chappuis précise que si les bancs circulaires sont par exemple beaux esthétiquement, ils sont relativement chers à l'entretien puisque chaque latte doit être renouvelée dans son intégralité.

M. Saucy ajoute qu'il y a beaucoup de communication entre les services et que les mauvaises expériences permettent de rectifier la marche à suivre pour que le problème ne perdure pas.

La présidente aimerait plus de précisions sur les problèmes rencontrés par certains techniciens au niveau de leur santé au travail.

M. Saucy répond que lors de l'installation des bancs Lausanne, des techniciens ont dû monter et remonter du matériel à une cadence trop importante, ce qui a provoqué une tendinite pour l'un des deux, sans conséquences aujourd'hui. Cette manière de faire a immédiatement été abandonnée.

En l'absence de questions supplémentaires, la présidente remercie les audionnés pour leur venue auprès de la commission et leur donne congé.

Discussion et vote

La présidente souhaite savoir quelles suites la commission souhaite donner à cette proposition. La commission accepte à l'unanimité de passer au vote ce soir. La présidente propose donc de passer aux prises de positions.

Un commissaire du Parti libéral-radical annonce que son groupe soutiendra cette proposition au vu de l'excellente présentation fournie ce soir par la magistrate et ses collaborateurs.

Un commissaire des Vert-e-s annonce que son groupe salue la démarche entreprise par le Conseil administratif pour rénover plutôt qu'acheter du neuf, privilégier les circuits courts et travailler avec des entreprises locales. Les Vert-e-s soutiendront cette proposition.

Un commissaire du Mouvement citoyens genevois annonce que son groupe soutiendra cette proposition qui présente des coûts raisonnables, permet de fournir du travail aux entreprises locales et de répondre aux besoins de la population.

Une commissaire du Parti socialiste annonce que le son groupe soutiendra cette proposition en raison de la qualité du travail fourni pour la présenter, des réponses formulées ce soir et pour l'objet même de la proposition qui privilégie

la rénovation à l'achat et l'économie locale dans une ville comme Genève qui nécessite des bancs de bonne qualité.

Une commissaire de l'Union démocratique du centre annonce que son groupe soutiendra cette proposition et salue le fait que le choix se soit porté sur des entreprises locales et des matériaux locaux, ainsi que de remplacer au lieu de racheter.

Un commissaire du parti Le Centre annonce que son groupe soutiendra cette proposition et salue la présentation effectuée par la magistrate et les efforts faits.

Une commissaire d'Ensemble à gauche annonce que son groupe soutiendra cette proposition pour les qualités écologiques et le choix des circuits courts.

La commission passe au vote sur la proposition PR-1456, qui est acceptée à l'unanimité.